

SOCIÉTÉ ACADEMIQUE DE SAINT-QUENTIN

(fondée en 1825)

9, Rue Villebois-Mareuil, Saint-Quentin.

Année 1966

Président : M^e Jacques Ducastelle ; Vice-Président : M. Th. Collart ; Secrétaire Général : M. Th. Collart ; Secrétaire des séances : Mme Leleu ; Trésorier : M. Chenault ; Trésorier adjoint : M. Nicolas ; Bibliothécaire : M^e J. Ducastelle ; Archiviste : M. Briatte.

Compte rendu des Séances

Janvier. — Communication de M^e G. Gorisse.

LE CONSEIL DE DISTRICT DE SAINT-QUENTIN 1792-1796.

III. LA GUERRE

(Voir Mémoires de la Fédération de l'Aisne, Tome XII, 1967, pages 104 à 110).

Février. — Communication de M. Collart.

LE VERMANDOIS SOUS LA BOTTE (1914-1918)

1^{re} partie. Faits de guerre.

Avant le 15 août 1914 les 4 régiments d'infanterie active et 2 régiments d'artillerie de campagne du Vermandois ont pris place au front ; 3 bataillons du 10^e territorial sont déployés en éventail au nord de St-Quentin entre la route de La Fère et celle de Cambrai. L'enthousiasme et les espérances nés à la mobilisation sont tombés : les nouvelles officielles sont lacunaires ; des réfugiés du nord refluent dès le 24 août et parlent d'atrocités commises par l'envahisseur, puis ce sont le 26 des Anglais qui se sont battus à un contre dix dans les rues du Cateau et de Cambrai. Un dernier train emportant fonctionnaires et habitants apeurés a quitté la gare de Saint-Quentin le 27 dans la soirée ; cette même nuit le Vermandois est envahi par le nord, Saint-Quentin par le nord et le sud le 28 ; la résistance des territoriaux à Bellenglise et surtout celle des troupes de Lanrezac les 28 et 29 autour de Guise ont provisoirement sauvé l'est et le sud du Vermandois, retardé la

marche de l'armée de Von Bülow en direction de la Marne, Von Klück ayant découvert sa droite.

La volte-face générale de l'armée française du 6 septembre redonne l'espoir aux envahis. Le 16 septembre, le 27^e Dragons tire sur la ligne Paris-Bruxelles parcourue par de nombreux trains de renforts allemands ; une patrouille fait sauter le pont de Busigny ; un canon installé sur la route de Brancourt à Étaves atteint un convoi en gare de Fresnoy-le-Grand, tue 14 Allemands, en blesse 40 ; une division de cavalerie, partie le matin de Chaulnes, occupe Péronne, déloge les Allemands de Roisel, gagne Hargicourt le 16 ; à 8 h. des dragons sont à Bellenglise et surveillent la route de Cambrai, atteignent une voiture, en tuent l'officier et son chauffeur ; au Catelet d'autres refoulent 150 fantassins venant de débarquer ; le 17 un peloton atteint Brancourt ; une batterie tire sur la gare de Bohain ; au pont de Gouy, une auto refuse de s'arrêter aux sommations d'une embuscade française qui la foudroie : 3 généraux et une importante personnalité y sont tués ; des papiers secrets permettent d'arrêter le 20 un fort convoi de ravitaillement, d'emmener les 60 hommes encore vivants ; du 16 au 21 septembre, le Corps de cavalerie Bridoux avec un mordant extraordinaire a menacé l'ennemi en désarroi malgré d'importants renforts prélevés sur un secteur voisin ; pris dans une embuscade le général et son état-major sont tués à Pœuilly ; la cavalerie en retraite laisse sans espoirs une population qui va connaître 38 mois d'une inexorable exploitation des ressources et des forces locales par un occupant habile et fortement discipliné, courageux et opiniâtre.

Obligé de tenir sur un front où il est partout attaqué, l'ennemi doit le raccourcir ; il y réussit par l'abandon du saillant de Noyon, la résistance sur la ligne Arras-Nurlu-Roisel-Vermant, minutieusement réalisée, aménagée, par lui réputée inexpugnable, tout entière emportée par Anglais, Américains et Français, libérant ainsi tout le Vermandois le 27 octobre 1918 en poursuivant leur avance vers le N.-E. L'Armistice du 11 novembre apporte à tous les réalités d'une zone dévastée comme elle ne le fut jamais, mais qu'au prix de dangers et de peines considérables on s'attachera à restaurer.

Mars. — Communication de M. Agombart.

LE GÉNÉRAL FOY, DÉPUTÉ DE L'AISNE

Un bref rappel de la vie de Maximilien Sébastien Foy jusqu'en 1815 (voir Tome XII de nos mémoires, page 97) et M. Agombart va montrer le politique demeuré fidèle sous la Restauration aux idées généreuses de la Révolution. Il a 40 ans, il se veut libéral ; comme tel il hait l'Ancien Régime, les Bourbons, le drapeau blanc, le clergé, les traités de 1815 ; il aspire à l'avènement d'une bourgeoisie intelligente et dynamique. En 1816, les Monarchistes ont gagné 25 sièges au 1^{er} renouvellement du

1/5^e de la Chambre ; il se présente au second renouvellement du 1/5^e en 1819. Soutenus par « Le Constitutionnel » et leurs amis libéraux : Epoigny à Vervins, Siloy à Laon, Lhomme à Château-Thierry : Lecarlier, Labbey de Pompières, Méchin et Foy sont élus au 1^{er} tour ; aucun des députés réactionnaires n'est réélu et le Préfet de Nicolaï bientôt démissionne. Foy intervient fréquemment à la tribune : ses discours forment 4 gros volumes.

Député consciencieux, il s'efforce de défendre ses concitoyens contre les exigences, les injustices, l'autoritarisme de l'État. Il n'oublie pas les intérêts primordiaux du département, obtient l'annulation de ses dettes en compensation des pertes subies en 1814 et 1815 ; l'autorisation pour Laon d'aliéner et vendre pour éteindre les siennes ; pour Saint-Quentin que les fabricants disposent du cours du Gros Nard ; il intervient contre la Manufacture de Saint-Gobain qui, en retenant les eaux de l'Oise, obligeait 80 bateaux à séjourner dans le bassin de Chauny. Il proteste contre la guerre d'Espagne qui paralyse notre commerce extérieur, lutte contre les lois impopulaires, le rétablissement de la censure, la suspension de la liberté individuelle, la loi Pasquier sur la presse et surtout la nouvelle loi électorale.

En 1824, contré par le gouvernement, le Préfet, le Président du Tribunal de Vervins, mais encouragé à Saint-Quentin, il bat le candidat officiel ; il est député de Vervins. Hélas, gravement malade du cœur, il meurt le 28 novembre 1825 : 60.000 personnes de toutes classes suivent son convoi et 30.000 l'attendent au cimetière.

Foy a mené brillamment deux carrières ; il a montré beaucoup de talent et de mesure sous l'Empire ; parlementaire, il a lutté pour son idéal et pour la défense des plus justes causes.

Avril. — Communication de M. Th. Collart.

LE VERMANDOIS SOUS LA BOTTE (1914-1918)

2^e partie

Son territoire est tout entier dans la zone des Étapes de la 2^e Armée allemande ; il comprend les districts de St-Quentin, Bohain, La Fère, les Commandanturs de Saint-Quentin-Ville, Saint-Quentin-campagne, Fayet bientôt remplacée par Holnon, Bohain, La Fère, Étreux, Ribemont, Guise, Crécy-sur-Serre, Le Catelet. Par celles-ci l'administration est tout entière à la disposition de commandants ou colonels, anciens fonctionnaires, ponctuels, sévères, impitoyables, obsédés par la crainte d'aller ou de retourner au front, soucieux d'instaurer chez nous la façon de vivre allemande, peu enclins pourtant à favoriser leurs combattants qu'ils méprisent. A tous les postes importants des chemins de fer, du service de santé, pour certains commerces, pour tous les contrôles sont immédiatement placés des agents ou gendarmes allemands.

LES FINANCES : Est raflé l'argent des caisses municipales et des banques ; toutes les communes sont frappées de contributions de guerre ; il leur est réclamé les impôts directs du 4^e trimestre 1914 ; elles devront régulièrement payer ceux qui suivront. Le numéraire se raréfiant, sont d'abord utilisés les bons Deichmann de 5, 10, 20, 50 et 100 fr gagés par le double de bons de réquisitions remis à l'autorité allemande ; le 2 septembre 1915 leur sont substitués les Bons régionaux unifiés, pour une somme de 11.193.580 fr ; ils sont précieux pour le ravitaillement, les amendes, les taxes, les contributions. Ces expédients et aussi les vidages de matières premières des usines, et du contenu de toutes les maisons abandonnées. L'ennemi épargnant ainsi sa propre monnaie, s'enrichit de façon incomensurable, ruinant profondément, et apparemment pour long-temps, ce Vermandois si riche et prospère.

LES CULTURES préoccupent au premier chef les Allemands gênés par un strict blocus maritime. Dès octobre 1914, chaque 5 octobre 1915 et 1916, toutes les terres doivent être emblavées en natures et quantités déterminées, de manière collective avec l'aide occasionnelle de l'armée ; semences allemandes à titre onéreux, mais récoltes pour 4/5^e aux Allemands. La main-d'œuvre est celle du pays, occupée à l'heure allemande et les 7 jours de la semaine. Les récoltes non directement expédiées en Allemagne, soigneusement stockées sous la seule responsabilité des maires, intermédiaires, ordinateurs et informateurs quotidiens des Commandanturs.

LA CIRCULATION est sévèrement réglementée, contrôlée. Très vite chemins de fer et routes, réparés, entretenus, offrent passage à de nombreux convois ennemis, mais à des déplacements français très limités et surveillés. Les habitants sont confinés dans leur commune le jour, dans leur maison la nuit, obligés de quêmander un laissez-passer pour une sortie extra-muros. Trois types de laissez-passer ; les blancs, gratuits, délivrés pour 15 jours par les maires pour les travaux des champs ; les rouges coûtant 0,80 M valables un jour pour les communes de la Commandantur et délivrés par elle ; les verts, coûtant 4 M, délivrés pour la zone des Étapes, valables 3 jours, par l'Inspecteur ; délivrance difficile, bientôt sérieusement freinée. En contrepartie, amendes et prison sont largement infligées aux délinquants. De multiples et sévères entraves à la liberté se résument en obligations faites aux commerçants pour la vente, la correspondance, le logement des troupes, les divers contrôles ; les perquisitions, les réquisitions, les évacuations, l'exercice contrarié du culte, la dissolution des clubs, les envois en commandos loin de la famille.

Une incomparable maîtrise de l'Administration allemande jouant de la démoralisation, amenant à la collaboration forcée, par des mesures méditées et strictement imposées, ruinant à tous points de vue une région riche et prospère. Faisant front contre ces exactions une population courageuse, soutenue par l'espérance d'une fin attendue, mais surtout le rôle capital des

maires forgeant l'âme d'une résistance difficile et dangereuse, mais très efficace.

Mai. — Communication de M. Henri Pigeon.

L'ÉVASION DU CAPITAINE GIRAUD EN 1914

Ramassés le 30 août 1914 sur le champ de bataille de Guise par des brancardiers allemands les capitaines Giraud et Schmitt sont soignés dans une même chambre à l'hôpital provisoire d'Origny-Sainte-Benoîte ; Melle Lemaire, fille du Maire, infirmière bénévole, les aide à s'enfuir le 2 novembre 1914, alors que le capitaine porte encore un drain au poumon, que les deux blessés sont encore bien faibles. Pour les couvrir et aussi s'innocenter Melle Lemaire reproche aux docteurs allemands d'avoir transféré les deux malades sans l'en avertir ; ayant échoué vers Guise à se faire abriter, les fugitifs gagnent Saint-Quentin où le grand nombre de réfugiés belges favorisera leur attitude. Ils se présentent au maire qui les recommande au Commissaire Lambert et leur conseille de se cacher au faubourg d'Isle où circulent peu d'Allemands.

Reçus par M. et Mme Venet, tenants d'une auberge-charcuterie, les deux officiers paient leur chambre commune pour une quinzaine ; sans évidemment révéler leur véritable identité, ils se donnent comme évacués belges. Aimablement traités par leurs hôtes, ils s'offrent à travailler, le capitaine Giraud comme garçon d'écurie, Schmitt comme aide-charcutier. Les Allemands d'Origny ont évité tout scandale en portant les fugitifs sur une liste des morts du champ de bataille ; aussi vers le milieu de 1915 Mme Giraud recevra-t-elle par l'intermédiaire de la Croix-Rouge internationale la nouvelle de la mort de son mari qui est alors attaché à l'E.-M. du Général Franchet d'Esperey, à Jonchery-sur-Vesle.

Obligée par les Allemands d'obtenir des mines françaises la quantité maximum de charbons, Mme Jaffary qui en fait le commerce, prend comme comptable Giraud pour sa connaissance de l'allemand, connaissance qui lui assure bientôt l'amitié d'un sous-officier du centre-radio ; il a ainsi communication des secrets de l'E.-M. allemand de la II^e Armée ; il est prévenu d'une visite générale des hommes de 20 à 50 ans qui sera faite pour dépister tous les étrangers ; les deux officiers réussissent à être reconnus bons pour demeurer ; ils se trouvent pourvus d'une précieuse pièce d'identité qui ne les soustrait pas à l'obsédante pensée de fuir, qu'ils trouvent bientôt le moyen de satisfaire en accompagnant un colporteur par voiture de différentes denrées vers la frontière belge. En février 1915 le capitaine Giraud est à l'hôpital de Miss Cavell à Bruxelles ; il obtient un guide vers la frontière hollandaise qu'il franchit. Notre ambassadeur facilite son réembarquement pour l'Angleterre à la faveur duquel il retrouve son ami Schmitt.

Un juste hommage est rendu aux deux capitaines courageux

et à tous ceux qui les aidèrent, tandis que M. Pigeon rappelle que prisonnier en 1940 aux environs du Catelet, le Général Giraud s'évada le 17 Avril 1942 d'une forteresse, parcourant sous divers déguisements plus de 800 km pour rejoindre la France libre.

Juin. — Communication de M. Augustin Bacquet.

CASTRUM VIROMANDISE - VIRMANDISE -
AUGUSTA VIROMANDUORUM
SAINT-QUENTIN

Au moment de la conquête romaine notre pays est occupé par les Viromanduens ; César ne cite aucun nom de capitale ; il ne parle de Samarobriva que dans deux textes ; il reconnaît la vaillance des Gaulois très supérieure à celle des Germains ; il ne parle ni de leurs fortifications ni de leurs oppidums. Il faut penser que dans nos régions n'existaient que des levées de terre ou buttes.

Conquis, les Viromanduens ne modifièrent rien de leur modus vivendi. De longues années seront nécessaires pour que l'administration romaine s'implante réellement. Des camps, d'abord improvisés, puis s'il y a lieu réalisés pour plusieurs siècles. César mit toutes ses légions en quartier d'hiver en Gaule Belgique ; nombreux camps établis ne furent que de passage ; ils en créèrent à demeure, tels le Castrum Viromandense ; c'est sur son emplacement que fut construite au XI^e siècle une chapelle abbatiale où il n'y avait jamais eu d'église paroissiale. Ce camp est situé près de l'ancienne chaussée, très bien conservée, partant de Saint-Quentin, traversant Holnon, Marteville, gagnant Estrées, Mons-en-Chaussée, Bray-sur-Somme pour rejoindre la route d'Amiens à Villers-Carbonnel et enfin Amiens. Comme tous les camps romains, il est à environ 400 m de cette voie, sa surface d'à peu près 15 ha, contenue à l'intérieur des fortifications, épousait la forme d'un quadrilatère environ 3 fois plus long que large ; il pouvait contenir une légion : 4.000 hommes. Il fut antérieurement occupé par les Gaulois, puisqu'on y a retrouvé de leurs monnaies ; il le fut ensuite par les légions romaines, de la conquête à 410 ; aucun civil n'y était admis ; aucun soldat n'y pouvait être inhumé ; il n'a donc pu être une Cité.

Augusta Viromanduorum existait déjà à cette époque. Où pouvait se trouver la Viromandise des Viromanduens ne pouvant être à l'emplacement du Castrum ? Les dernières fouilles n'ont pu apporter que des vestiges de constructions remontant aux 9^e et 10^e siècles, époque où le camp, abandonné lors de l'occupation franque, passa avec le Domaine des Veromanduens en franc alleu aux Comtes de Vermandois.

Dans sa liste complète des cités de la Gaule Belgique, Ptolémée nomme Viromandise au 2^e siècle, Cité que la notice

des Gaules dressée sous l'Empire d'Honorius (395) nomme Civitas Viromanduorum-Oppidum Viromandense-Urbs Viromandensi ou simplement Virmandi, nom qui subsista plusieurs siècles. Grégoire de Tours (6^e s.) dit que le corps de saint Quentin repose près de Viromandense Oppidum. Il ne peut s'agir du Vermand actuel ; ainsi sommes-nous amenés à voir Viromandise occuper la place où fut Augusta Viromanduorum, Augusta en souvenir de l'Empereur honoré comme un dieu en même temps que Rome. La Cité Municipale d'Augusta Viromanduorum existera sous cette dénomination bien avant 257 puisque saint Quentin y subit le martyre à proximité. Le Camp des Romains existait encore puisqu'on y trouva des monnaies du Bas-Empire jusque vers le V^e siècle. Lors de la conquête romaine peu de villes prirent un nom latin. Vermandise prit celui d'Augusta Viromanduorum et vers le 9^e siècle celui de Saint-Quentin.

Septembre. — Communication de M. G. Dumas, Directeur des Archives de l'Aisne.

LE DÉPARTEMENT DE L'AISNE DE 1824 A 1828,
à la fin du règne de Louis XVIII
et au début de celui de Charles X

(Voir Mémoires, Tome XII, pages 34 à 55).

14 Octobre. — Communication de M. le Docteur Roset-Charles.

AISNE CONNU ET INCONNUE
Huit siècles d'Art dans notre département.

Commentant 400 des diapositives de sa magnifique collection établies avec beaucoup de soins et particulièrement bien choisies ; spectacle audio-visuel en « fondu enchaîné », couleurs et musique, dans la belle salle de la S.I.C.A., pendant deux heures plus de 500 auditeurs sont tenus, attentifs et charmés, par l'originalité des points de vue, la valeur artistique et didactique des multiples témoins du passé de notre département, l'un des plus riches en monuments classés.

En 1^{re} partie, d'anonymes paysages choisis pour déterminer les caractères de chacune des régions qu'éclairent des beautés naturelles. La seconde partie nous promène à la fois dans la nature et dans le temps, nous enseignant par un précis commentaire le développement des arts spirituels, civils et militaires : « éventail chronologique de l'Art occidental du second millénaire, à partir du renouveau de l'An Mil d'art roman jusqu'au 18^e siècle inclus ».

Notre département fut le berceau de l'art gothique, particulièrement près de l'Aisne ; « tandis que l'art roman a explosé en même temps très court en foyers simultanés et divers à travers toute l'Europe, créant des centres, des écoles romanes

cloisonnées, laissant dans le nord de la France peu de monuments, l'art gothique aux mutations échelonnées sur trois siècles, en ondes concentriques à partir de l'Ile-de-France y a laissé de très nombreux et variés souvenirs. Ainsi pouvons-nous suivre l'évolution schématique des structures, des motifs, des normes depuis l'Art roman, peu représenté, jusqu'au 18^e siècle : 250 localités de l'Aisne recèlent ainsi un témoin artistique du passé : un clocher, des chapiteaux, une façade, une gentilhommière, une baie, une corniche, un site ». Simplement et fort bien, le conférencier nous fait partager son plaisir de la découverte ; il présente des boiseries, des œuvres de ferronnerie et termine par un survol des églises de la Thiérache et une invitation aux touristes en quête d'œuvres d'art, un appareil photo à la main.

26 Octobre. — Communication de M. Loizel, Membre correspondant de la Société d'études numismatiques de France.

L'ART GAULOIS A TRAVERS LES MONNAIES

Comme tous les peuples primitifs, les Gaulois pratiquèrent d'abord des échanges en nature ; dans le Monde les monnaies n'apparurent pas avant le 7^e millénaire avant J.-C. M. Loizel put montrer la plus ancienne monnaie de sa collection, fort bien conservée, datant du V^e siècle avant J.-C. Les premières monnaies gauloises apparurent dès la conquête de Massilia par les Phocéens, imitant tout d'abord les monnaies grecques, devenant très originales et se répandant en Aquitaine, en grande Armorique, en Bretagne, en Gaule Belgique.

Des bandes métalliques, à l'aide de coins et de frappes, étaient estampillées d'effigies ou signes symboliques, ensuite découpées en menues monnaies ; dès qu'on sut fondre les métaux les pièces furent moulées, des monnaies d'or et d'argent purs ayant pour unité le stataire, d'alliage d'or et d'argent ou électrum, d'argent donnant la drachme, d'alliages de cuivre et d'étain constituant le bronze, d'étain et de plomb donnant le potin pour les monnaies de billon en oboles.

Une centaine de diapositives très nettes montrent les monnaies gauloises des différentes provinces pour chacune des époques de leur histoire, soulignant l'originalité des monnayeurs gaulois qui substituent bientôt à l'art figuratif imité des Grecs, un symbolisme abstrait qui se retrouve dans toutes les monnaies de la Gaule soumise aux Romains : le cheval et non le coq, emblème national, connaissance de la vie et de la mort, la naissance se figurant par un point, la mort par deux, la vie par trois et l'éternité par cinq qu'on retrouve sur maintes monnaies comme aussi d'autres signes indiquant la fécondité, la puissance et autres notions majeures. Les Gaulois auraient inventé les différents subterfuges toujours utilisés dans les périodes financièrement critiques : la réduction des poids, la modification des alliages et des valeurs.

Novembre. — Communication de M. Triou, Professeur au Lycée H. Martin.

18 ARTICLES DU « GUETTEUR » 1843 ET 1844
par L.-Napoléon BONAPARTE, prisonnier de Ham.

La possibilité de cette parution émanant du prisonnier de Ham après sa malheureuse tentative de Boulogne, tendrait à prouver que le gouvernement de Louis-Philippe ne le considérait pas comme très dangereux.

Ces articles traitent de politique et d'économie, faisant un large tour d'horizon sur les questions à l'ordre du jour ; ils se présentent en éditoriaux en 1^{re} page signés XX, XNX ou Napoléon-Louis Bonaparte. Ils attaquent la Monarchie de Juillet, pronostiquant que rien ne pourra s'arranger sous un régime qui refuse à la fois l'appui de la noblesse et celui du peuple, « Le Système » ne pouvant se réformer lui-même. Ils évoquent un autre régime, tracent un parallèle constant avec le Premier Empire, invoquant sans cesse l'exemple et les paroles de Napoléon I^e ; ils proposent un régime national fondé sur la démocratie, une politique plus favorable aux économistes qu'aux idéologues, fondée sur « l'association des ouvriers et des patrons » une action extérieure énergique et surtout hostile à l'Angleterre. Par habileté, le Prince ne prend parti sur aucun des sujets brûlants actuels, ceux de l'extension du suffrage et de la liberté de l'Enseignement.

On y peut trouver une ébauche des idées qui seront celles du Second Empire ; mais il s'agit surtout de points d'opposition ; ce n'est pas un programme de gouvernement ; il n'y est question qu'une seule fois, par allusion, de l'extinction du Paupérisme.

En conclusion, il s'agit surtout d'un panégyrique du Premier Empire opposé au Régime du moment ; les Bonapartistes étant à l'époque nombreux dans notre région, ces articles durent être lus avec attention et contribuer à la popularité dont Napoléon III a joué ensuite dans le Département de l'Aisne.

Décembre. — Communication de M^e G. Gorisse.

LA COMMUNE DE FONTAINE-UTERTE SOUS LA RÉVOLUTION

Trois personnalités de l'Ancien Régime continuent d'y jouer un rôle de premier plan : le Seigneur Alexandre César Rémi Duplessier habite le château, exploite le domaine, maire en 1790, élu en 1793 agent national, en 1795 un moment incarcéré comme parent d'émigré, nommé maire en l'An XI par le Sous-Préfet, il le demeure jusqu'en 1826 ; le Curé Georges Degouy, adjoint au maire en 1790, procureur en 1791, réélu en 1792, curé constitutionnel, légalement évincé du Conseil en 1794, reprenant son ministère dès 1795 et signant comme agent national jusqu'en 1798 ; le plus gros fermier Noël Sarazin, élu maire en 1791,

révoqué au début de 1795, rétabli quelques mois après jusqu'à l'An IX. Ayant conservé estime et confiance de leurs concitoyens, ces 3 hommes, au milieu de réelles difficultés économiques et administratives ont assuré avec conscience et habileté la vie communale durant cette période révolutionnaire.

La milice bourgeoise devenue garde nationale, comprend 36 hommes commandés par François Carpentier ; elle assure la garde des récoltes, aidée à partir du 1^{er} août 1796 par un garde-messier et 9 cultivateurs, légalement à compter du 22 floréal An IV par un garde-champêtre.

La perception est adjugée le 14 juillet 1792 à Louis Ognier pour 36 livres par an, charge renouvelée aux Ans III et IV pour 50 livres. Le maire recevait du département la somme à répartir entre les habitants ; le collecteur passait à domicile et percevait l'impôt à la taille ; il remettait la part communale au maire qui payait les reliquats et rendait compte au Conseil chaque année de la situation ; s'il y avait excédent le Conseil en attribuait l'emploi ; le déficit se réglait sur l'exercice suivant.

La guerre déclarée à l'Autriche le 20 avril 1792, des conscriptions ont lieu le 10 juillet 1792, sans aucun succès, le 20 mai 1793 : 4 hommes désignés et 3 pris pour les travaux militaires ; de porte en porte des réquisitions de selles, de brides, de culottes de peau. Le Gouvernement n'oublie pas les familles des Défenseurs de la Patrie : le 1^{er} prairial III, il leur est réparti : 609 L. 6 S. Le 2 septembre 1793, 60 cavaliers ennemis pillent le village et d'autres cavaliers le 9 septembre.

Dès le 15 juin 1791 l'église sert aux rassemblements des citoyens pour la communication des lois et avis. Le clocher est démolî ; la sacristie est vendue le 23 avril 1793 pour 30 L., cependant que le curé a repris l'exercice du culte et par souscriptions publiques fait procéder aux réparations les plus urgentes.

Le 14 germinal III Denis Ognier, ancien clerc, est nommé instituteur et le 2 vendémiaire III Marie Ognier avait été autorisée à enseigner aux filles « à lire dans tout livre et manuscrit, à écrire passablement et la première règle ».

Le 3 juin 1792 plantation en musique d'un 1^{er} arbre de la Liberté ; le 2 nivôse II on en plante 2 pour la Liberté et pour l'Égalité ; le 10 pluviose IV on plante un arbre de la Liberté sur la Grand'Place, avec imposant cortège, grand concours de participants sur l'autel, chœurs patriotiques et batteries de tambours.

Le journal administratif communal n'exprime aucun regret de l'Ancien Régime, mais une foi totale en la Liberté, une application à vaincre toutes les difficultés, une opposition à la guerre et beaucoup d'hésitation à y contribuer.
